These numbers do not lie: the next generation is much more open to learning a second language, in particular the country's other official language. Nevertheless, this renewed popularity for bilingualism also presents a challenge. Canada is not always able to meet the demand for qualified teachers of French as a second language.

What is more, I was disappointed to learn that it is common practice for students in immersion to leave the program to take "easier" courses and obtain better marks. They do so in an effort to raise their average and increase their chances of being accepted by the university of their choice.

In my opinion, it is the responsibility of the universities to recognize the achievements of young people who have placed a great deal of importance on their language skills. If institutions recognized their efforts, and not just their grades, these young people would be more likely to continue their second language studies up until university. Universities would thus be helping to better prepare their students for the job market because they would be making the learning of our two official languages a value.

With this in mind, my staff has undertaken a study on second language learning opportunities in Canadian universities to better understand the situation and determine how we can benefit from the progress that has been made and address any shortcomings.

WHAT CAN BE SAID ABOUT THE FEDERAL GOVERNMENT'S PERFORMANCE IN TERMS OF PROMOTING THE LEARNING OF BOTH OF CANADA'S OFFICIAL LANGUAGES?

The promotion of Canada's official languages remains a weakness within the government. Part VII of the *Official Languages Act* has two components. Pursuant to Part VII, the government must enhance the vitality of English and French linguistic minority communities and support and assist their development. In addition, it must foster the full recognition and use of English and French in Canadian society. Federal institutions have made progress on the first objective, but have a tendency to ignore the second.

Canadians must be invited to take full advantage of both their official languages. But this is only a minimum. Why stop there?

In Europe, many governments now recognize the importance of being able to function in more than one language, and Canada must follow their example if it wants to remain a world leader. In my latest annual report, I give the example of the United Kingdom, where the Nuffield Foundation noted the following in a study: "We are fortunate to speak a global language [English] but, in a smart and competitive world, exclusive reliance on English leaves the UK vulnerable and dependent on the linguistic competence and the goodwill of others."

In Canada, we are fortunate to have two official languages. In Europe, it is normal to know two, three or even four languages. So why is it so difficult for Canadians to learn two? And why are we so slow to capitalize on this advantage?

EST-IL IMPORTANT QUE TOUS LES CANADIENS ET TOUTES LES CANADIENNES CONNAISSENT L'ANGLAIS ET LE FRANÇAIS ? EST-CE PLUS IMPORTANT D'ÊTRE BILINGUE DANS CERTAINES RÉGIONS DU CANADA QUE D'AUTRES ?

Voilà un aspect de la politique qui est mal compris : celle-ci n'a pas pour objectif de rendre la totalité de la population bilingue. Cela n'a d'ailleurs jamais été le cas.

Lorsqu'elle a été introduite il y a près de 40 ans, la Loi sur les langues officielles n'avait pas pour objectif de faire en sorte que tous les Canadiens et Canadiennes deviennent bilingues. Toutefois, pour que la fédération puisse fonctionner, certaines personnes doivent maîtriser les deux langues nationales. Cela est particulièrement vrai dans la fonction publique fédérale afin que l'ensemble de la population canadienne soit bien servi.

Bien sûr, il est indéniable que connaître les deux langues officielles est un atout lorsqu'on travaille à Ottawa, capitale du pays. Cependant, il peut être très avantageux de comprendre le français et l'anglais peu importe où l'on habite au Canada, étant donné le nombre élevé, au pays, de communautés de langue officielle en situation minoritaire, qu'il s'agisse des communautés anglophones au Québec ou des communautés francophones dans le reste du pays. En effet, il est enrichissant de pouvoir communiquer avec ses concitoyens et d'être en mesure de participer à leur culture. Je le répète souvent : pour bien saisir la réalité canadienne, il est primordial de comprendre les deux communautés linguistiques qui la composent, en particulier pour les gens qui aspirent à une position de leadership à l'échelle nationale.

SELON VOUS, QUEL EST LE PLUS GRAND AVANTAGE D'AVOIR UNE CONNAISSANCE FONCTIONNELLE DES DEUX LANGUES OFFICIELLES DU CANADA ?

Essentiellement, pour comprendre le pays, il faut connaître la langue des deux grandes communautés linguistiques. Nos lois ne sont pas traduites, elles sont écrites dans les deux langues; nous avons deux discours juridiques, deux débats politiques, deux littératures, ainsi que deux langues pour le cinéma, la télévision, le journalisme et la chanson. Pour comprendre tous ces volets de la société, il faut d'abord comprendre l'univers linguistique dont ils sont issus.

En cette ère de la mondialisation, la connaissance d'une langue seconde, peu importe laquelle, s'accompagne

"[…] there are advantages to knowing English and French no matter where you live in the country because of the large number of official language minority communities, be they English-speaking communities in Quebec or French-speaking communities in the rest of the country."

« […] il peut être très avantageux de comprendre le français et l'anglais peu importe où l'on habite au Canada, étant donné le nombre élevé, au pays, de communautés de langue officielle en situation minoritaire, qu'il s'agisse des communautés anglophones au Québec ou des communautés francophones dans le reste du pays. »

d'un atout : la polyvalence. Elle permet à celui ou à celle qui possède cette compétence de communiquer, de voyager et de travailler partout dans le monde où cette langue est parlée.

Ici, au Canada, les nouveaux arrivants sont plus enclins à reconnaître la dualité linguistique de notre pays et l'importance de participer au dialogue national, qui s'effectue d'abord en français et en anglais. Par exemple, à Vancouver, les bureaux de l'Alliance française se trouvent dans les quartiers de la communauté chinoise ; ses membres profitent des services de l'organisme pour apprendre le français. Ces derniers admettent volontiers qu'ils savaient, avant d'immigrer au pays, que le Canada possédait deux langues officielles. Ils encouragent aussi leurs enfants à les apprendre afin que tout le pays leur appartienne.

SELON VOUS, QUEL EST LE PRINCIPAL OBSTACLE QUI EMPÊCHE LES CANADIENS À ACQUÉRIR UNE CONNAISSANCE FONCTIONNELLE DES DEUX LANGUES OFFICIELLES ?

En un mot, l'isolement. Les Canadiens ne se connaissent pas suffisamment les uns les autres ; il n'y a pas assez d'échanges entre les écoles, les universités et les communautés.

Depuis que je suis entré en fonction, je souligne l'importance de l'apprentissage de la langue seconde, et ce, à tous les niveaux.

Actuellement, au Canada, plus d'un million de jeunes suivent des cours de français à l'école, dont plus de 300 000 dans le cadre de programmes d'immersion et plus de 1,5 million dans le cadre de programmes de français de base. Toutefois, au Nouveau-Brunswick, les parents doivent manifester pour s'assurer que leurs enfants ont accès à des programmes de français langue seconde de qualité. Et, en Colombie-Britannique, obtenir une place dans une classe d'immersion équivaut, parfois littéralement, à gagner à la loterie.

Ces chiffres ne mentent pas : la nouvelle génération est beaucoup plus ouverte à l'apprentissage d'une deuxième langue, en particulier la deuxième langue officielle du pays. Toutefois, cette popularité renouvelée du bilinguisme est aussi une source de défis. Le Canada n'arrive pas toujours à combler la demande d'enseignants qualifiés en français langue seconde.

De plus, j'ai été déçu d'apprendre qu'il était courant, parmi les élèves de programmes d'immersion, d'abandonner cette voie afin de suivre des cours plus « faciles » et d'obtenir de meilleures notes. Ils cherchent ainsi à augmenter leur moyenne afin d'accroître leurs chances d'être acceptés à l'université de leur choix.

Selon moi, il revient donc aux universités de reconnaître les réalisations des jeunes qui ont accordé une grande importance à leurs compétences linguistiques. Si les institutions reconnaissaient leurs efforts, et non seulement leurs notes, ces derniers seraient plus portés à continuer leurs études en langue seconde jusqu'à leur entrée à l'université. Les universités contribueraient ainsi à mieux préparer leurs étudiants au monde du travail en accordant une valeur à l'apprentissage de nos deux langues officielles.

D'ailleurs, mon personnel a amorcé une étude sur les occasions d'apprentissage en langue seconde dans les universités canadiennes afin de mieux comprendre la situation et de déterminer des façons de tirer profit des progrès accomplis et de combler les lacunes.

COMMENT PEUT-ON ÉVALUER LE RENDEMENT DU GOUVERNEMENT DU CANADA EN CE QUI CONCERNE LA PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE DES DEUX LANGUES OFFICIELLES DU CANADA ?

La promotion des deux langues officielles du Canada demeure un point faible du gouvernement. La partie VII de la *Loi sur les langues officielles* comporte deux volets. En effet, selon cette partie, le gouvernement doit veiller à l'épanouissement des communautés minoritaires franco-

phones et anglophones, et appuyer leur développement. De plus, il doit promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. Les institutions fédérales ont réalisé des progrès pour ce qui a trait au premier objectif, mais elles ont tendance à faire fi du second.

Les Canadiens et les Canadiennes doivent être invités à tirer pleinement profit de leurs deux langues officielles. Et ce n'est là qu'un minimum. Pourquoi s'arrêter là ?

En Europe, plusieurs gouvernements reconnaissent aujourd'hui l'importance de fonctionner dans plus d'une langue, et le Canada doit suivre leur exemple s'il veut demeurer un chef de file mondial. Dans mon dernier rapport annuel, je cite l'exemple du Royaume-Uni où la Nuffield Foundation a souligné ce qui suit, dans une étude : « Nous avons la chance de parler une langue [l'anglais] connue à l'échelle internationale. Cependant, dans un monde concurrentiel fondé sur le savoir, si le Royaume-Uni ne compte que sur la langue anglaise, il se place dans un état de vulnérabilité et de dépendance à l'égard des compétences langagières et du bon vouloir des autres. » [traduction]

Au Canada, nous avons, d'emblée, l'avantage de posséder deux langues officielles. En Europe, il n'est pas exceptionnel de connaître deux, trois et même quatre langues. Pourquoi est-il donc si difficile pour les Canadiens et les Canadiennes d'en apprendre deux ? Et pourquoi tardons-nous à mettre à profit cet avantage ?